

Etats-Unis/Politique

Le navire Trump prend l'eau de toute part

AFP  
Washington/États-Unis

*Le fiasco sur la réforme de la santé, les querelles intestines à la Maison Blanche et les suites de l'affaire russe, voilà qui fait beau-coup.*

LA présidence de Donald Trump prend l'eau de toute part. Le milliardaire a essuyé un échec humiliant sur la réforme de la santé, les rivalités qui déchirent sa garde rapprochée s'étalent au grand jour et l'affaire russe empoisonne son mandat.

Il aura suffi de trois sénateurs du parti présidentiel pour torpiller des mois d'efforts et sept ans de promesses des républicains de mettre bas l'Obamacare honnie.

Vers 01H30 hier, c'est John McCain, le vieux sénateur, héros de la guerre du Vietnam atteint d'un cancer du cerveau, qui a tué les derniers espoirs des républicains d'abroger et de remplacer rapidement la réforme phare de Barack Obama.

Une heure plus tard, Donald Trump, qui avait pourtant promis de régler l'affaire en deux temps trois mouvements en arrivant à la Maison Blanche, semblait se distancier du désastre. "Trois Républicains et 48 Démocrates laissent tomber le peuple américain. Comme je l'ai dit

depuis le début, laissez l'Obamacare implorer, puis négociez", a-t-il tweeté.

Le président - et les dirigeants du parti - ont été incapables de conclure l'affaire et de réconcilier les positions de l'aile la plus conservatrice et des modérés.

Les premiers voulaient une suppression pure et simple d'Obamacare et les seconds refusent de lâcher la proie pour l'ombre et craignent pour leurs administrés dont une vingtaine de millions risquaient de se retrouver sans couverture santé, selon les projections officielles.

Personne ne semblait savoir hier comment avancer.

**SCHIZOPHRENE PARANOÏAQUE.** Mais les manœuvres politiques au Congrès et les énormes enjeux humains et économiques liés à la réforme du système de santé ont dû céder la place jeudi après-midi à un extraordinaire déballage des querelles intestines qui déchirent la Maison Blanche.

Le nouveau directeur de la communication de la Maison Blanche Anthony Scaramucci s'en est pris avec une extrême vulgarité à ses collaborateurs de la présidence, dont son rival le secrétaire général Reince Priebus, qualifié de "putain de schizophrène paranoïaque".

Le tout Washington avait

du mal à en croire ses yeux en dévorant l'interview au New Yorker de celui qui devait incarner le nouveau visage de la présidence après le départ de Sean Spicer, le porte-parole de la Maison Blanche, dont les maladresses avaient lassé le président.

M. Scaramucci, furieux du tweet d'un reporter du magazine, l'a appelé et a déversé une bordée d'injures sur ses collègues sans prendre la précaution élémentaire de demander à ce que la conversation reste confidentielle.

Il s'en est pris aussi à Steve Bannon, proche conseiller du président et personnage controversé de l'extrême droite américaine, dans un vocabulaire à caractère sexuel extrêmement grossier.

Pourtant, lors de son arrivée il y a tout juste une semaine, Anthony "the Mooch" Scaramucci - comme il aime à s'appeler - avait séduit la presse avec sa success story à l'américaine.

Né à Long Island dans l'Etat de New York, dans une famille d'immigrés italiens de la classe moyenne, diplômé d'Harvard, passé par Goldman Sachs, il a fait fortune en gérant celle de ses clients.

Charmant, éloquent, tiré à quatre épingles, il laissait espérer un nouveau départ pour une communication présidentielle plus chaotique qu'à son tour, parfois à cause des tweets intem-



Entre l'échec de la réforme de l'Obamacare, les rivalités au sein de sa garde rapprochée et l'affaire russe, le président Donald Trump ne sait plus où donner de la tête.

pestifs de Donald Trump lui-même.

Devant le tollé, M. Scaramucci a semblé faire amende honorable : "Je m'exprime parfois avec un langage fleuri. Je m'abstendrai dans ce cadre mais je ne renoncerais pas à mon combat passionné pour le programme de @realDonaldTrump", a tweeté le financier.

**MOSCOU RIPOSTE.** Pour compliquer un peu plus la vie de Donald Trump, le Sénat a adopté jeudi, à la quasi unanimité, des sanctions contre la Russie pour la punir de s'être ingérée dans l'élection présidentielle.

Le président - qui tente depuis son élection d'améliorer les relations avec la Russie au grand dam de nombre d'élus qui voient

dans Moscou un adversaire plus qu'un partenaire - peut apposer son veto mais ce serait une solution de courte durée, le Congrès pouvant le contourner.

En général, les présidents s'épargnent cette humiliation en apportant un soutien tardif à la législation.

Et hier, la Russie a riposté. Moscou demande à Washington de réduire, à partir du 1er septembre, à 455 le personnel de son ambassade et de ses consulats en Russie, et suspend l'utilisation par l'ambassade américaine d'une résidence en périphérie de la capitale russe et d'entrepôts.

Vladimir Poutine, le président russe, avait promis une réponse à "l'insolence" des Etats-Unis.

La Maison Blanche, jusqu'à hier soir, demeurait muette.

Nigeria/Jihadistes

50 morts dans l'attaque d'une mission pétrolière par Boko Haram

AFP  
Kano/Nigeria

*Ce bilan, qui montre la persistance de la menace jihadiste, pourrait encore s'alourdir.*

PLUS de 50 personnes ont été tuées dans l'attaque menée cette semaine par Boko Haram contre une mission pétrolière dans le nord-est du Nigeria, un des bilans les plus lourds imputés aux islamistes au cours des derniers mois et qui pourrait encore s'alourdir, ont annoncé des sources médicales et humanitaires.

"Le bilan ne cesse de s'aggraver", a déclaré jeudi une source engagée dans les suites de l'embuscade menée mardi près de Magumeri, dans l'Etat du Borno, ajoutant. "Nous en avons maintenant plus de 50 et de nouveaux corps arrivent".

Ce lourd bilan montre la persistance de la menace

jihadiste en dépit des affirmations du gouvernement nigérian qui affirmait que le groupe armé était très affaibli. Il illustre aussi les risques de la prospection de nouveaux champs de pétrole dans le bassin du lac Tchad alors que l'exploitation est jusqu'à présent concentrée dans le sud du pays, premier producteur d'Afrique.

Les circonstances de l'embuscade tendue aux gardes et à l'équipe de la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), accompagnés de géologues de l'Université de Maiduguri, de retour d'une mission d'exploration, n'ont pas encore été éclaircies, en raison du strict contrôle de l'armée sur les accès au Borno, épice de violences de Boko Haram.

De premiers éléments avaient fait croire initialement à une tentative d'enlèvement. Mais un secouriste de Magumeri, situé à 50 km au nord-ouest de Maiduguri, la ca-

pitale de l'Etat du Borno, a déclaré qu'"à 19H00 (même heure au Gabon) hier (mercredi), 47 corps avaient été retrouvés dans la brousse autour de Magumeri".

"Onze d'entre eux ont été grièvement brûlés lors de l'attaque. Ils ont été brûlés vifs dans leur véhicule, échoué dans un fossé. On les a enterrés là-bas parce qu'on ne pouvait pas les emmener à Maiduguri".

"Ce soir (jeudi), on a retrouvé six nouveaux corps, dont celui d'un soldat, et il se pourrait qu'on en retrouve beaucoup plus parce que les équipes de secours fouillent partout aux alentours", a-t-il ajouté.

**"UNE ATTAQUE POUR TUER"**• Aucun nouveau bilan n'a été fourni par l'armée, qui avait reconnu mercredi la mort de dix personnes, neuf militaires et un civil.

Jeudi, une source médicale au QG de la 7e division à Maiduguri a déclaré que,

"jusqu'à présent, nous avons 18 soldats morts. Dix ont été amenés hier (mercredi) et huit autres aujourd'hui (jeudi)".

Dans un communiqué, le secrétaire d'Etat au Pétrole et ancien patron de la NNPC, Emmanuel Ibe Kachikwu, a qualifié l'attaque de "malheureuse" mais n'a pas donné de bilan.

La production de pétrole du Nigeria est concentrée dans le delta du Niger (sud) depuis sa découverte en quantités commerciales en 1956. Mais les attaques et sabotages répétés de rebelles locaux revendiquant un meilleur partage des ressources ont poussé le gouvernement à prospecter ailleurs.

Des explorations ont été lancées sur un territoire allant de l'Etat de Benue (centre) au nord-est où sévit Boko Haram. Le groupe mène une insurrection sanglante depuis 2009, qui a fait au moins 20 000 morts et plus de 2,6 millions de réfugiés et dé-

placés.

En recul après la reconquête par l'armée de territoires dont il s'était emparé dans le Nord-Est, le groupe s'est lancé dans des opérations plus sporadiques. Des milliers de femmes et de filles ont été enlevées pour être mariées de force ou commettre des attentats-suicides tandis que les hommes et les garçons ont été forcés à se battre.

Selon la source impliquée dans les suites de l'attaque de mardi, "Il est clair qu'il ne s'agissait pas d'un enlèvement. Ils ont attaqué pour tuer".

Personne n'a sérieusement émis l'hypothèse que Boko Haram chercherait à contrôler des champs de pétrole du Nord-Est mais des jihadistes, poursuivis par l'armée et ses alliés militaires, ont pu vouloir faire une démonstration de force en plus des attaques déjà lancées dans les pays voisins, Niger, Tchad et Cameroun.

L'Afrique en bref

• **Guinée Equatoriale/Législatives.** Cl annule une manifestation

Le parti Citoyens pour l'innovation (CI), qui affirme être la principale force d'opposition en Guinée équatoriale, a annulé jeudi une manifestation prévue pour le lendemain après avoir été finalement autorisé à participer aux prochaines élections législatives.

• **Mali/Conflit.** De lourdes pertes parmi les forces progouvernementales

Les affrontements entre groupes signataires de l'accord de paix au Mali en marge desquels deux Casques bleus allemands ont péri dans un accident d'hélicoptère se sont soldés par de lourdes pertes pour les forces progouvernementales, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.

• **RDCongo/Troubles.** Au moins deux morts à la prison de Bukavu

Des coups de feu qui auraient fait au moins deux morts ont été entendus hier en provenance de la prison de Bukavu, provoquant un mouvement de panique dans capitale du Sud-Kivu, dans l'est de la RDC.

A travers le monde

• **Espagne/Politique.** Rajoy : "Pas de référendum en Catalogne"

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a prévenu une nouvelle fois hier qu'il ne permettrait pas la tenue d'un référendum d'autodétermination en Catalogne, appelant l'exécutif indépendantiste catalan à retrouver un peu de "mesure" et de "bon sens".

• **Pakistan/Politique.** Nawaz Sharif encore chassé du pouvoir !



La Cour suprême du Pakistan a rendu hier un arrêt "disqualifiant" pour corruption le Premier ministre Nawaz Sharif, provoquant sa chute - la troisième dans sa carrière - et celle de son gouvernement et ouvrant une période d'incertitude politique pour le pays.

• **Venezuela/Politique.** L'opposition appelle à bloquer les rues

Le Venezuela vivait une journée à hauts risques hier, l'opposition appelant à bloquer les rues jusqu'à l'élection prévue ce dimanche d'une Assemblée constituante contestée, alors que les violences ont fait 113 morts depuis avril.